

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 05/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS MORELLEC**

124 RUE JEAN MERMOZ  
78130 LES MUREAUX

Références : RVAT n°60621  
Code AIOT : 0006503401

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement MORELLEC implanté 124 RUE JEAN MERMOZ 78130 LES MUREAUX. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS MORELLEC
- 124 RUE JEAN MERMOZ 78130 LES MUREAUX
- Code AIOT : 0006503401
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MORELLEC exploite depuis 1965 une installation de traitement de surface à caractère artisanal. Ses clients sont notamment dans le domaine de la chaudronnerie, de l'aéronautique ou du médical.

L'installation a été autorisée par arrêté préfectoral le 22 mai 2001.

Les activités exercées relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 (traitement de surface) de la nomenclature des ICPE et sont notamment encadrées par les arrêtés

suivants :

- arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires en date du 22 février 2011 qui abroge les prescriptions des arrêtés antérieurs ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2012 réglementant la démarche RSDE ;
- arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des ICPE.

L'installation, située à la lisière d'une zone pavillonnaire, présente des enjeux chroniques (pollutions aqueuses et atmosphériques liées à l'utilisation de substances dangereuses) et accidentels (incendie).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 03/08/2017, article 1	Astreinte	/
2	Classement ICPE du site	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	VLE des rejets aqueux en sortie de traitement de l'atelier de TS	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Suivi de la qualité des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Accès aux dépôts de produits toxiques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 8.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Alarme niveau bas rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
9	Système de captation des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation est semblable à celle de l'inspection précédente :

- le système de désenfumage n'a pas été contrôlé et aucune démarche concrète concernant l'installation de dispositif manuel n'a été présentée par l'exploitant ;
- la mise à jour du classement ICPE du site est toujours en suspens ;
- le système de traitement des eaux souterraines présente une efficacité irrégulière et aucune mesure d'amélioration n'est proposée ;
- le plan de gestion, pour lequel l'exploitant a bénéficié d'une subvention de l'Agence de l'eau, n'a toujours pas été rendu.

L'inspection rappelle que le premier point fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure depuis 2017 et d'une astreinte journalière de 5€ par jour depuis 2018.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que Mme Faivre, en charge d'une part importante de l'administratif, quitterait l'entreprise au 01/04/24. L'exploitant est fortement invité à avancer au maximum dans les sujets en cours (passage de commande notamment).

Il est rappelé que la responsabilité de l'exploitant est engagée en cas d'absence de mise en place, dans les meilleurs délais, des actions correctives nécessaires. Dès lors, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet le durcissement de l'astreinte journalière ou la mise en œuvre de nouvelles sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension d'activité, amende administrative).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/08/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des dispositifs de désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 1 de l'APMD du 03/08/17 : « La société MORELLEC, est mise en demeure, pour son établissement situé aux Mureaux, 124 rue Jean Mermoz, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 : – article 8.1.1.2. en : ▪ réalisant sous un délai de trois mois la vérification des dispositifs de désenfumage ; ▪ en équipant sous un délai de six mois ces dispositifs d'une commande manuelle ; [...] »  Non conformité (NC) relevée lors de l'inspection du 23/12/21 et du 15/02/23 : « Les dispositifs de désenfumage n'ont pas été contrôlés depuis au moins 2017 et ne sont pas équipés de commandes manuelles. Il est demandé à l'exploitant de : • prendre contact avec plusieurs sociétés spécialisées et de demander des devis pour le contrôle des dispositifs de désenfumage. L'exploitant devra être en mesure de pouvoir justifier des demandes adressées à différentes sociétés. • procéder à l'installation de commandes manuelles ou de présenter des justificatifs sur l'impossibilité technique ou financière pour la société (présentation des devis pour les travaux et de bilans financiers). »
<b>Constats :</b>  La situation est semblable à la situation présentée lors de l'inspection précédente : le système de désenfumage n'a pas été contrôlé et l'exploitant indique ne pas être parvenu à faire intervenir une

société pour traiter de la problématique liée aux commandes manuelles.  
Aucun justificatif écrit n'a été présenté par l'exploitant pour étayer ses propos.

L'inspection rappelle que :

- le dispositif de désenfumage (fonctionnant actuellement uniquement de manière automatique, avec des cartouches) doit être contrôlé annuellement, au même titre que le reste des équipements de lutte et de protection contre l'incendie ;
- dans le cas où des travaux pour la mise en œuvre des commandes manuelles ne seraient pas envisageables, l'exploitant a la possibilité d'adresser à l'inspection un dossier pour solliciter la modification de cette prescription. Le dossier devra présenter des arguments technico-économiques et des mesures compensatoires. L'extraction des fumées en cas de coupure de l'électricité devra être traitée.

Conclusion : Les dispositifs de désenfumage n'ont pas été contrôlés depuis au moins 2017 et ne sont pas équipés de commandes manuelles.

Ainsi, ces deux points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectés.

Il est demandé à l'exploitant de :

- prendre contact avec plusieurs sociétés spécialisées et demander des devis pour le contrôle des dispositifs de désenfumage. L'exploitant devra être en mesure de pouvoir justifier des demandes adressées à différentes sociétés ;
- procéder à l'installation de commandes manuelles ou présenter des justificatifs sur l'impossibilité technique ou financière pour la société (présentation des devis pour les travaux et de bilans financiers).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** /

## N° 2 : Classement ICPE du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Art 1.2.1 de l'AP du 22/02/11 : « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE :

2565 : 24,6m3 »

NC relevée lors de l'inspection du 23/12/21 et de 2023 : « Le tableau de classement ICPE n'est pas à jour. L'exploitant doit prendre en compte les substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans les déchets et les bains de traitement de surface. »

**Constats :**

En 2019, l'exploitant avait transmis des éléments pour mettre à jour le classement du site. Ce point de la mise en demeure de 2017 avait donc été considéré comme respecté. Néanmoins les éléments transmis ne prenaient pas en compte les déchets et les bains de traitement de surface et nécessitaient donc d'être complétés.

Lors de l'inspection de 2021, l'exploitant avait de nouveau présenté cet inventaire. L'exploitant a déclaré avoir réduit le nombre de ses bains (notamment la ligne tonneaux n'est plus utilisée) ainsi que la quantité de produits toxiques stockés.

Lors de l'inspection de 2022, l'inspection a rappelé à l'exploitant les réflexions à avoir pour finaliser la mise à jour du classement de son site.

En 2024, l'exploitant a déclaré ne pas avoir eu le temps de se consacrer à ce sujet mais s'est engagé à le faire au premier trimestre.

Conclusion : Le tableau de classement ICPE présenté en 2019 et 2021 n'est pas à jour. L'exploitant doit prendre en compte les substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans les déchets et les bains de traitement de surface.

Pour rappel, il convient :

- d'indiquer si du cadmium est mis en œuvre dans un bain : dans ce cas le site relèvera du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-1a ;
- d'évaluer le volume des cuves de traitement contenant des cyanures : si ce volume est supérieur à 200l, le site relèvera du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-1b ;
- d'évaluer le volume des cuves de traitement des bains ne contenant ni cadmium ni cyanures : si ce volume est supérieur à 200l, le site relèvera du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-1b ;
- de déterminer, pour les rubriques 4000, la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation (et non la quantité annuelle) de chaque typologie de substance solide ou liquide (matières premières, bains en cours d'utilisation, déchets, produits finis, produits de maintenance) et d'évaluer leur propriété de danger (toxique, inflammable, comburant, dangereux pour l'environnement) grâce aux fiches de données de sécurité afin de les rattacher à une rubrique 4000.

Pour le classement au titre de la rubrique 2565, il est rappelé que, pour déterminer le volume des cuves affectées au traitement, il faut tenir compte de la somme des capacités de chaque cuve (y compris celles dans lesquelles les pièces ne sont pas plongées) contenant des produits actifs et participant à l'opération de traitement. Les cuves des bains de rinçage (morts ou en cascade) ne sont pas à prendre en compte dans la détermination du volume de classement.

La capacité d'une cuve est définie comme étant le volume maximal des bains qu'elle contient dans des conditions normales d'utilisation, tel que préconisé par le fabricant et non pas le volume géométrique.

Les rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE sont disponibles via le lien suivant :

<https://aida.ineris.fr/thematiques/classement-substances-melanges-dangereux>

L'exploitant peut également s'appuyer sur le guide suivant :

[https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/106805/Guide%20technique%20-%20MAJ%202020\\_0.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/106805/Guide%20technique%20-%20MAJ%202020_0.pdf)

**L'inspection encourage vivement l'exploitant à consulter un bureau d'étude spécialisé pour la réalisation de la mise à jour de son classement ICPE.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Installation électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

<p>Art 17 de l'AM du 09/04/19 : « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. »</p> <p>NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « Le dernier rapport de contrôle de l'installation électrique fait apparaître des anomalies. L'exploitant doit justifier du traitement de ces anomalies. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la réception du rapport de contrôle de l'installation électrique du 27/01/23, l'exploitant a obtenu un devis pour la correction des 19 anomalies relevées. Néanmoins, aucune suite n'a été donnée à ce devis.</p> <p>L'organisme de contrôle est intervenu le 17/01/24 (cf. registre de sécurité sur lequel apparaît une erreur de remplissage dans la date 2023 et non 2024) et cf. mail du 02/01/24 confirmant la date d'intervention). Le rapport n'a pas encore été reçu par l'exploitant.</p> <p>Conclusion : Les actions correctives à mettre en œuvre pour résoudre les anomalies relevées dans le rapport de contrôle de l'installation électrique du 27/01/23 n'ont pas encore été mises en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : VLE des rejets aqueux en sortie de traitement de l'atelier de TS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 4.5.1 de l'AP du 22/02/11 : « Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec d'autres effluents chargés ou non de produits toxiques.</p> <p>Le pH est compris entre 6,5 et 9. Le débit est limité à 30m<sup>3</sup>/j.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p>

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale(mg/l)
MES	30
DCO	150
Azote globale	150
F (fluor)	15
P total(phosphore)	50
Hydrocarbures totaux	1
Tributylphosphate	4
CN (aisément libérables)	0,1
Cr VI (chrome VI)	0,1
CR IIII (chrome total)	1
Fe (fer)	5
Al (aluminium)	5
Ni (nickel)	0,5
Cu (cuivre)	0,5
Zn (zinc)	2
Ag (argent)	0,5
Sn (étain)	2
AOX	1
Cd (cadmium)	0,2
Hg (mercure)	0,05
Pb (plomb)	0,5

Les valeurs limites d'émission en concentration sont des valeurs moyennes journalières.»

NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « Les campagnes de contrôles des rejets aqueux mettent en évidence des dépassements en nickel, zinc et cuivre. Il est demandé à l'exploitant de déterminer les sources de ces dépassements (rinçage ?) et de procéder aux déclarations sur GIDAF.»

#### Constats :

L'inspection constate que les déclarations GIDAF ont été réalisées jusqu'en octobre 2023 inclus. Par courriel du 01/02/24, l'exploitant a transmis les rapports de surveillance réalisés en mars, juin, septembre et novembre 2023. Les prélèvements ont été réalisés au niveau du rejet en aval de la STEP, en aval du traitement de l'eau de nappe (eau d'Exhaure en sortie des résines de traitement avant rejet) et au droit des piézomètres PZ2, PZ3 et PZ4.

A noter que le rapport de juin ne porte pas sur les rejets issus du traitement de surface, contrairement à celui de novembre qui y est consacré.

Pour les eaux industrielles (rejets aval de la STEP), les rapports relèvent des dépassements en zinc pour :

- campagne de mars : 4,03 mg/l pour une valeur limite (VLE) de 2 mg/l ;
- campagne de juin : 2.56 mg/l ;
- campagne de novembre : 6 mg/l.

L'exploitant a indiqué que le rapport d'analyse de décembre n'avait pas encore été reçu. Une relance a été faite.

L'autosurveillance GIDAF révèle un dépassement en zinc en février (2.011 mg/l).

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir eu des problèmes de pompes. Les pièces détachées n'étant pas disponibles, les pompes ont dû être entièrement remplacées. Selon l'exploitant, ce changement devrait permettre de résoudre les dépassements constatés.

Conclusion : Les campagnes de contrôles des rejets aqueux mettent en évidence des dépassements en zinc sur les campagnes de mars, juin et novembre.

**Type de suites proposées :** Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Suivi de la qualité des eaux d'exhaure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.3						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux						
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets du dispositif de confinement font l'objet d'une surveillance.</p> <p>Les eaux d'exhaure du dispositif de confinement sont traitées si nécessaire et rejetées au réseau public des eaux pluviales. Elles doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 6,5 et 9 ;</li> <li>- chrome hexavalent : 0.1 mg/l ;</li> <li>- organohalogénés volatils : 0.1 mg/l.</li> </ul> <p>Le pH et le débit sont mesurés en continu.</p> <p>Un contrôle trimestriel des teneurs en chrome hexavalent et des COHV est réalisé.</p>						
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les rapports de surveillance de la qualité des eaux en aval du traitement de l'eau de nappe (eau d'Exhaure en sortie des résines de traitement avant rejet), les valeurs limites sont respectées pour les campagnes menées en mars, juin et septembre 2023.</p> <p>A noter que le rapport de septembre ne porte que sur les eaux d'exhaure et les eaux souterraines. Celui de novembre ne porte que sur les rejets issus du traitement de surface.</p> <p>Concernant l'efficacité de traitement pour le chrome, le rapport de juin conclut à une efficacité de 100% (concentration en amont de 0.07mg/l pour une concentration inférieure à la limite de quantification en aval).</p> <p>Pour les campagnes mars et septembre, la concentration amont et aval étant toutes deux inférieures à la limite de quantification, l'efficacité n'a pas été évaluée.</p> <p>Pour les COV, l'efficacité a été évaluée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 58.6% en mars ;</li> <li>• 27.1% en septembre.</li> </ul> <p>En juin, l'efficacité pour les COV n'a pas été calculée (concentration de 61,78 µg/l en amont pour une concentration de 69.12 en aval).</p> <p>L'inspection note en particulier les éléments suivants (concentration en µg/l) :</p>						
	Campagne de mars		Campagne de juin		Campagne de septembre	
Paramètre	Eaux exhaures	PZ	Eaux exhaures	PZ	Eaux exhaures	PZ
Tétrachloréthylène	30.1	23.6 (PZ4) à 69.8 (Puits)	68	13 (PZ4) à 60 (Puits)	62	41 (PZ2) à 85 (Puits)
<p><b>Conclusion :</b> L'efficacité du traitement est très irrégulière. Au-delà de la détermination de l'efficacité du dispositif, aucune interprétation des résultats n'est proposée (aucune comparaison aux campagnes des années précédentes, aucune recommandation).</p>						

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Suivi de la qualité des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 4.5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 4.5.2.4 de l'AP du 22/02/11 : « Le dispositif de surveillance des eaux souterraines comprend les piézomètres dénommés PZ1, PZ2, PZ3, PZ4 et le puits de pompage (schéma de localisation annexé au présent arrêté).</p> <p>Des prélèvement et analyses sont réalisés trimestriellement (période des hautes eaux et période des basses eaux) sur chacun de ces points, par un laboratoire agréé.</p> <p>[...] »</p> <p>NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « Les campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines de 2022 montrent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage. Aucun plan de gestion des sources de pollution n'a été transmis. »</p>

**Constats :**

L'inspection informe l'exploitant avoir mis à jour le cadre Gidaf pour lui permettre, éventuellement via son prestataire, de renseigner les résultats des surveillances menées.

Les rapports des campagnes de mars, juin et septembre-octobre 2023 ont été transmis par courriel du 01/02/24.

Concernant les eaux souterraines, la concentration en tétrachloroéthylène relevée est comprise entre :

- campagne de mars : 23.6µg/l (PZ4) et 69.8µg/l (Puits). La concentration maximale relevée en Trichloréthylène est de 1.3µg/l (PZ3) ;
- campagne de juin : 13µg/l (PZ4) et 60µg/l (Puits). La concentration maximale relevée en Trichloréthylène est de 1.2µg/l (PZ3) ;

campagne de septembre : 41µg/l (PZ2) et 85µg/l (Puits). La concentration maximale relevée en Trichloréthylène est de 1.4µg/l (PZ3).

A noter que :

- pour l'ensemble des campagnes, PZ1 et PZ6 étaient à sec ;
- pour la campagne de septembre, le niveau au droit du PZ4 était trop faible pour effectuer un prélèvement.

Ainsi, pour l'ensemble des campagnes, la somme des concentrations en tétrachloroéthylène et trichloroéthylène est supérieure à la valeur fixée par l'arrêté du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (10µg/l).

La présence de chrome est également détectée dans des concentrations supérieures à la valeur fixée par l'arrêté du 11/01/07 susvisé (0,05 mg/l) :

- campagne de mars : 0.272 mg/l au droit du PZ3 (max de 0.272 mg/l) ;
- campagne de juin : 0.31 mg/l au droit de PZ3 et 0.057mg/l au droit du Puits ;
- campagne de septembre : 0.26mg/l PZ3.

Au-delà de la détermination de l'efficacité du dispositif de confinement (commenté au précédent point de contrôle), aucune interprétation des résultats n'est proposée (aucune comparaison avec les campagnes précédentes, aucune recommandation).

Par ailleurs, aucun plan de gestion de la pollution des sources de pollution situées dans la zone des anciens puisards (proximité du sondage S7) n'a été transmis.

L'exploitant a indiqué que l'Agence de l'eau Seine Normandie a prolongé, pour la dernière fois, le délai pour rendre le plan de gestion, pour lequel une subvention a été attribuée.

Une lettre de mission pour faciliter l'intervention du bureau d'étude va être transmise à l'exploitant en parallèle du présent rapport.

Conclusion : Les campagnes de contrôle de la qualité des eaux souterraines de 2023 montrent une dégradation de l'efficacité de l'installation de pompage.

Aucun plan de gestion des sources de pollution n'a été transmis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 7 : Accès aux dépôts de produits toxiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 8.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les portes d'accès conduisant au dépôt de produits sont constamment fermées à clef. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de produits. [...] Les réserves de cyanures et de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.  NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « L'ensemble des produits toxiques (hors produits en cours d'utilisation) ne sont pas entreposés dans des locaux fermés à clés. »
<b>Constats :</b>  Concernant les contenants de produits stockés dans un hangar, à l'abri des intempéries mais sans restrictions d'accès particulières, l'exploitant a indiqué que la plupart étaient vides et/ou à évacuer.  L'inspection a pu constater au moins 5 bidons vides dans la zone de stockage alcalin et 4 dans la zone de stockage acide. Dans le 3 <sup>e</sup> espace de stockage, l'inspection constate la présence d'ancienne cuve de traitement, notamment un bain d'acide sulfurique selon l'exploitant. Cette cuve ne dispose d'aucun couvercle et étiquetage.  L'exploitant a indiqué que ces produits sont pris en charge par son prestataire de déchet. Il souhaite pouvoir rapatrier les produits stockés dans le hangar servant pour les appoints vers l'atelier de traitement, dans les rétentions des cuves de traitement qui seraient suffisamment dimensionnées.  Conclusion : L'ensemble des produits toxiques (hors produits en cours d'utilisation) ne sont pas entreposés dans des locaux fermés à clés. Aussi, il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• procéder à l'élimination vers des filières agréées l'ensemble des produits stockés dans le hangar dont il n'a plus l'utilité (bidons, fûts, GRV et anciennes cuves) ;</li><li>• les produits servant pour les besoins de la production pourront être stockés à proximité des bains sous réserve du respect des conditions de stockage (rétention suffisamment dimensionnées, dispositifs incendie adaptés, règles de compatibilité) ;</li><li>• les produits non ouverts doivent être stockés dans les locaux fermés à clés dédiés aux solides, dans le respect des règles de compatibilité et de stockage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Alarme niveau bas rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de

tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
NC relevée lors de l'inspection de 2023 : « L'alarme de la rétention associée à la zone du bain "colmatage 2" ne fonctionne pas. »
<b>Constats :</b>
A la demande de l'inspection, un test de fonctionnement de l'alarme de la rétention associée à la zone du bain "colmatage 2" est réalisé : celui-ci est concluant (alarme sonore et lumineuse).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Système de captation des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.
<b>Constats :</b>  Les travaux de mise en place du nouveau système de captation des émissions atmosphériques de l'atelier de traitement de surface, qui étaient en cours lors de l'inspection précédente, ont été achevés. L'inspection a pu constater du fonctionnement du système.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Fréquence de contrôle des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des émissions, pour les paramètres visés au chapitre 3.3, est réalisé annuellement selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait pourtant présenté un mail de l'APAVE relatif à la programmation d'un contrôle en 2023. Néanmoins, ce contrôle n'a pas été réalisé. La fréquence annuelle de contrôle n'est pas respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois